Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1659

Artikel: ONU : le sommet de la honte
Autor: Robert, Charlotte
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013650

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le sommet de la honte

C'est une véritable gifle que l'Occident a infligée aux pays en développement. Aucun des objectifs du millénaire n'a été retenu. La pauvreté a été à peine mentionnée. Les Nations Unies avaient perdu leurs dents depuis longtemps; ce sommet leur a coupé bras et jambes.

Les objectifs du millénaire n'avaient rien d'extraordinaire. Ils représentaient déjà une opération de rattrapage. La communauté internationale s'était rassemblée pour ramasser les miettes laissées par les grandes conférences: Rio, Le Caire, Copenhague, Beijing, etc. En effet, on avait soigneusement sélectionné quelques objectifs non contestés pour en faire un joli bouquet, avec un petit peu d'environnement, de santé, d'éducation et de lutte contre la pauvreté. C'était déjà un gros recul par rapport à tous les engagements pris par les pays riches avant l'an 2000. Mais c'était quand même quelque chose sur lequel on pouvait construire.

Les objectifs du millénaire comportent également des buts non chiffrés tel que l'ouverture du système commercial et financier, un désendettement menant à un endettement viable à long terme, des médicaments essentiels à des prix abordables, etc., mais tout cela à condition que ces pays aient une bonne gouvernance et une stratégie de lutte contre la pauvreté.

Après le Sommet de l'an 2000, les donateurs se sont bien gardés de construire quoi que ce soit, ils ont tourné le dos aux objectifs souscrits pour continuer comme par le passé. On aurait pu imaginer que les agences de coopération redéfinissent leurs propres objectifs et se concentrent sur les nouvelles priorités acceptées par le monde entier. Car c'est de cela qu'il s'agissait: abandonner l'utile pour ne faire que du prioritaire. Les objectifs du millénaire avaient l'avantage de la clarté c'est-à-dire d'être chiffrés par rapport à une base statistique de 1990 et d'avoir un délai: 2015 pour la plupart.

Vieilles habitudes

Mais voilà, aucun donateur n'a voulu abandonner ses bonnes vieilles habitudes, ni ses projets chouchou, sous prétexte qu'ils étaient utiles, ni ses pays favoris, sous prétexte qu'on pouvait y travailler. En ce qui concerne la coopération suisse en 2004, l'environnement a obtenu 10% des ressources de la DDC, la santé et la population 7%, l'éducation, les arts et la culture 10% (la Suisse avait souscrit à l'engagement pris au Sommet social de Copenhague de consacrer 20% de son aide totale à la santé et 20% à l'éducation.) Quant au *seco*, aucun de ces domaines n'apparaît dans les chiffres donnés par le *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse*. Cependant, le seco consacre 31% de son allocation à l'aide budgétaire, et l'aide budgétaire doit couvrir en priorité les besoins en santé et en éducation. Si on remonte à 2000, la DDC consacrait à l'environnement, la santé et l'éducation 30% de son budget et 32% en 2001. Il n'y a donc pas eu réorientation, pas plus pour la Suisse que pour le reste des pays donateurs.

On observe aussi une grande disparité entre les pays bénéficiaires. Le Niger par exemple ne reçoit que 38 dollars par habitant, la Tanzanie 46 et le Mozambique 55, tous donateurs confondus, selon les statistiques de l'OCDE. Et ces chiffres ne reflètent pas la différence de revenu par tête qui est respectivement de 200 dollars au Niger, 290 en Tanzanie et 210 au Mozambique.

Ces chiffres cachent une réalité encore plus grave. Quand on dit «santé» ou «éducation», on ne dit pas si ce sont les plus pauvres qui sont visés, si les actions financées vont vraiment contribuer à réduire la mortalité infantile ou périnatale, ou si les filles vont aussi pouvoir aller à l'école. Donc ce n'est qu'une partie de ces chiffres dont il faut tenir compte. Qui plus est l'approche compte énormément.

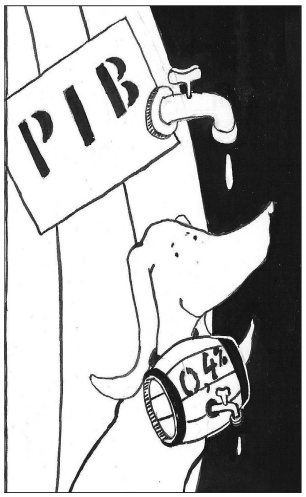
On sait depuis plusieurs années déjà que le «trickle down», le soi-disant effet d'entraînement de la croissance sur les petits revenus est un leurre. Pour améliorer le sort des pauvres, il faut s'adresser directement à eux, leur demander quels sont leurs problèmes et comment les résoudre. D'autant moins simple que 70% des pauvres sont des femmes, qui ne parlent aucune langue occidentale et qui n'ont que quelques heures pour dormir, donc peu de temps pour répondre aux questions.

Tout ce qui sort des têtes bien faites, formées dans les universités occidentales, risque fort de tomber à côté de la plaque. Par exemple, pour améliorer la santé des enfants et des nourrissons, l'augmentation du nombre de médecins n'aura probablement que peu d'effet. Beaucoup plus efficace est l'amélioration de la qualité de l'eau et sa disponibilité. Dire qu'il y a encore 300 millions d'Africains qui vivent sans eau potable. *cr*

Objectifs du sommet de l'an 2000

Réduire de moitié le nombre de ceux qui vivent avec moins d'un dollar par jour et de ceux qui ont faim; assurer l'éducation primaire pour tous; éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard; réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans; réduire le taux de mortalité maternelle; stopper la propagation du VIH/sida; maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies. Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales; inverser la tendance actuelle à la déperdition de ressources environnementales, réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis, d'ici à 2020.

L'aide suisse



Aude Weber